

Der ständige Sekretär verwaltet die zur Verfügung gestellten Mittel unter Aufsicht des Bürgerrates und unter Berücksichtigung des vom Präsidium festgelegten Finanzrahmens.

Vor dem 31. August des darauffolgenden Jahres legt der ständige Sekretär dem Bürgerrat die Rechnungslegung für das abgeschlossene Haushaltsjahr vor. Der Bürgerrat legt die Rechnungslegung dem Präsidium vor.

**Art. 13 - Unterstützung durch die Parlamentsverwaltung**

Zur Durchführung der in den Artikeln 11 und 12 aufgeführten Aufgaben und mit Genehmigung des Greffiers kann der ständige Sekretär auf andere Dienste der Parlamentsverwaltung zurückgreifen.

KAPITEL 5. — SCHLUSSBESTIMMUNGEN

**Art. 14 - Der erste Bürgerrat**

Der erste Bürgerrat setzt sich aus 24 Mitgliedern zusammen, die in Abweichung zu Artikel 4 § 1 wie folgt bezeichnet werden:

1. Jeweils ein Mitglied wird von den im Parlament vertretenen Fraktionen bezeichnet, wobei die vorgeschlagenen Bürger die in Artikel 3 § 4 Absatz 1 angeführten Bedingungen erfüllen müssen.

2. Sechs Mitglieder werden per Los aus der Mitte der Bürger des Bürgerdialogs zur Kinderbetreuung vom 16. und 30. September 2017 ausgewählt.

3. Die übrigen Mitglieder werden per Los gemäß Artikel 3 §§ 2-4 ausgewählt, wobei die dort dem Bürgerrat übertragenen Befugnisse vom ständigen Sekretär wahrgenommen werden.

Der erste Bürgerrat wird am 16. September 2019 eingesetzt.

Nach Durchführung der ersten Bürgerversammlung werden acht Mitglieder ersetzt, wobei an erster Stelle die unter Absatz 1 Nummer 1 angeführten Mitglieder und danach ein Teil der unter Absatz 1 Nummer 2 angeführten Mitglieder ausscheiden. Nach Durchführung der zweiten Bürgerversammlung werden weitere acht Mitglieder des ersten Bürgerrats ersetzt, wobei an erster Stelle die verbleibenden, unter Absatz 1 Nummer 2 angeführten Mitglieder ausscheiden und danach ein Teil der unter Absatz 1 Nummer 3 angeführten Mitglieder. Nach Durchführung der dritten Bürgerversammlung werden die verbleibenden, unter Absatz 1 Nummer 3 angeführten Mitglieder des ersten Bürgerrats ersetzt. Der jeweilige Wechsel erfolgt gemäß dem in Artikel 4 § 1 Absatz 1 beschriebenen Verfahren.

**Art. 15 - Inkrafttreten**

Das vorliegende Dekret tritt am Tag seiner Verabschiedung in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es durch das *Belgische Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Eupen, den 25. Februar 2019

O. PAASCH

Der Ministerpräsident

I. WEYKMANS

Die Vize-Ministerpräsidentin, Ministerin für Kultur, Beschäftigung und Tourismus

A. ANTONIADIS

Der Minister für Familie, Gesundheit und Soziales

H. MOLLERS

Der Minister für Bildung und wissenschaftliche Forschung

Sitzungsperiode 2018-2019

Nummeriertes Dokument: 284 (2018-2019) Nr. 1 Dekretvorschlag + Erratum

Ausführlicher Bericht: 25. Februar 2019 - Nr. 62 Diskussion und Abstimmung

TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE

[2019/201683]

**25 FEVRIER 2019. — Décret instituant un dialogue citoyen permanent en Communauté germanophone**

Le Parlement de la Communauté germanophone a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**Article 1<sup>er</sup> Définitions**

Au sens du présent décret, il faut entendre par :

1° bureau : l'organe parlementaire décrit à l'article 22 du règlement intérieur du Parlement;

2° greffier : l'agent parlementaire décrit à l'article 58 du règlement intérieur du Parlement;

3° médiateur : le médiateur décrit dans le décret du 26 mai 2009 instituant la fonction de médiateur pour la Communauté germanophone;

4° assemblée citoyenne : l'assemblée décrite à l'article 3;

5° conseil citoyen : le conseil décrit à l'article 4;

6° secrétaire permanent : le mandataire décrit à l'article 5;

**Art. 2 Qualifications**

Dans le présent décret, les qualifications s'appliquent à tous les sexes.

CHAPITRE 2. — ACTEURS DU DIALOGUE CITOYEN

**Art. 3 Assemblée citoyenne**

§ 1<sup>er</sup> - Des assemblées citoyennes sont convoquées ponctuellement en vue d'élaborer des recommandations sur un sujet particulier. Par année civile, ce sont entre une et trois assemblées citoyennes qui sont convoquées. Aucune assemblée citoyenne ne peut être convoquée durant les six mois précédant les élections du Parlement de la Communauté germanophone.

§ 2 - Les assemblées citoyennes se composent de vingt-cinq à cinquante citoyens tirés au sort dans le respect des conditions mentionnées aux §§ 3 et 4. Sur proposition du secrétaire permanent, le conseil citoyen fixe les modalités de tirage au sort pour la sélection des citoyens qui participent à une assemblée citoyenne. Ce faisant, le conseil citoyen tient compte d'une représentation équilibrée des sexes et des tranches d'âge, d'un équilibre géographique et d'une mixité socio-économique. Compte tenu de la spécificité d'un thème, il peut fixer des critères supplémentaires en vue d'obtenir une composition aussi représentative que possible de la population concernée.

Pour accomplir les tâches liées à la sélection des citoyens, le secrétaire permanent est autorisé à demander aux communes de la région de langue allemande une liste de personnes inscrites dans les registres de la population. Cette liste contient les informations mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> à 8<sup>o</sup>, 12<sup>o</sup> et 14<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 16 juillet 1992 déterminant les informations mentionnées dans les registres de la population et dans le registre des étrangers.

Les informations visées à l'alinéa 2 ne peuvent être utilisées que pour la gestion interne et ne peuvent pas être transmises à des tiers. En ce qui concerne le traitement, le secrétaire permanent respecte le prescrit de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

§ 3 - La participation à une assemblée citoyenne est volontaire. Si un citoyen a renoncé à participer avant le début de la première séance de l'assemblée citoyenne ou entame l'une des fonctions ou l'un des mandats énumérés au § 4, 4<sup>o</sup>, il est remplacé par un citoyen également tiré au sort. À cet effet, plusieurs membres suppléants peuvent aussi être préalablement tirés au sort. Dans tous les autres cas, les citoyens sortants ou absents ne seront pas remplacés.

§ 4 - Ne peuvent participer à une assemblée citoyenne que les citoyens :

1<sup>o</sup> inscrits dans les registres de la population ou des étrangers dans une commune de la région de langue allemande;

2<sup>o</sup> âgés de seize ans accomplis;

3<sup>o</sup> ne faisant pas l'objet d'une condamnation ou d'une décision entraînant, pour les électeurs au Parlement, l'exclusion ou la suspension du droit de vote;

4<sup>o</sup> n'exerçant aucun des mandats ou fonctions ci-après :

a. membre du Parlement, de la Chambre des représentants, du Sénat, du Parlement wallon et du Parlement européen;

b. membre du gouvernement fédéral, d'un gouvernement communautaire ou régional;

c. gouverneur de province, vice-gouverneur, gouverneur adjoint ou greffier provincial;

d. membre du conseil provincial de Liège;

e. commissaire d'arrondissement;

f. titulaire d'une fonction de l'ordre judiciaire;

g. conseiller d'État, assesseur de la section législation ou membre de l'auditorat, du bureau de coordination ou du greffe du Conseil d'État;

h. juge, référendaire ou greffier près la Cour constitutionnelle;

i. membre de la Cour des comptes;

j. tout mandat auprès d'un organisme public ou privé en tant que représentant de l'État, d'une communauté, d'une région, d'une province ou d'une commune, dans la mesure où sont liés à ce mandat plus de pouvoirs qu'une simple appartenance à l'assemblée générale ou au conseil d'administration dudit organisme;

k. bourgmestre, échevin, président d'un CPAS, conseiller communal ou membre du conseil de l'aide sociale;

l. une fonction sous le contrôle direct du Parlement ou du gouvernement, à l'exception des membres du personnel de l'enseignement communautaire;

m. une fonction dirigeante auprès d'un organisme d'intérêt public de la Communauté germanophone.

Pour des raisons déontologiques, par exemple dans le cas d'un très grand intérêt personnel, le conseil citoyen peut en outre exclure de la participation à une assemblée citoyenne des personnes tirées au sort. Cette décision doit être dûment motivée et notifiée à l'intéressé. Le citoyen concerné peut introduire un recours contre cette décision auprès du bureau, lequel statue définitivement sur l'exclusion.

§ 5 - Les décisions de l'assemblée citoyenne sont en règle générale prises par voie de consensus. Si plusieurs tentatives de conciliation ne mènent pas à un accord, une décision est prise à une majorité de 4/5 des voix, au moins 4/5 des citoyens qui participent à l'assemblée citoyenne devant être présents. Les citoyens ayant voté contre cette décision peuvent motiver leur divergence d'opinion dans un avis motivé qui sera joint à ladite décision.

§ 6 - Pour leur participation, les membres de l'assemblée citoyenne bénéficient :

1<sup>o</sup> de jetons de présence s'élevant à 37,50 euros;

2<sup>o</sup> d'une indemnité pour frais de déplacement correspondant soit au coût réel pour l'usage des transports publics, soit au coût du déplacement avec leur propre voiture, en tenant compte du taux kilométrique calculé conformément à l'article 13 de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours.

Si la séance dure plus de quatre heures, les jetons de présence mentionnés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, sont doublés.

Les montants mentionnés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, et à l'alinéa 2 sont liés aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation mentionné dans l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays. L'indice-pivot est 138,01. Le bureau établit les conditions et les modalités de liquidation de ces montants.

#### **Art. 4 Conseil citoyen**

§ 1<sup>er</sup> - Un conseil citoyen permanent est installé pour la préparation, la mise en œuvre et le suivi des assemblées citoyennes. Le conseil citoyen se compose de vingt-quatre citoyens, tirés au sort parmi les citoyens qui ont préalablement participé à une assemblée citoyenne. Après l'expiration du mandat, qui est de dix-huit mois, les membres en exercice sont remplacés par de nouveaux représentants issus des assemblées citoyennes précédentes. Ce changement intervient tous les six mois pour un tiers du total des vingt-quatre mandats.

La qualité de membre du conseil citoyen est volontaire. Si un citoyen se retire prématurément du conseil citoyen, le mandat est achevé par un citoyen également tiré au sort et issu des assemblées citoyennes précédentes. À cet effet, plusieurs membres suppléants peuvent aussi être préalablement tirés au sort.

§ 2 - Le conseil citoyen élit en son sein un président qui dirige les séances. La durée maximale du mandat de président est fixée à six mois. Une femme et un homme sont alternativement élus comme président.

Le secrétaire permanent assiste aux séances du conseil citoyen avec voix consultative. Le conseil citoyen peut inviter le greffier et le médiateur à participer à ses délibérations.

Compte tenu du prescrit du présent décret, le conseil citoyen arrête tous les autres aspects de son mode de fonctionnement.

§ 3 - Sous réserve de l'article 7, § 3, le conseil citoyen ne délibère valablement que si la majorité des membres sont présents. Toutes les décisions du conseil citoyen sont en règle générale prises par voie de consensus. Si plusieurs tentatives de conciliation ne mènent pas à un accord, une décision est prise à une majorité de 2/3 des voix. S'il est constaté que la majorité des membres n'est pas présente, la décision est reportée à la séance suivante.

§ 4 - Pour leur participation, les membres du conseil citoyen bénéficient :

1° de jetons de présence s'élevant à 37,50 euros;

2° d'une indemnité pour frais de déplacement correspondant soit au coût réel pour l'usage des transports publics, soit au coût du déplacement avec leur propre voiture, en tenant compte du taux kilométrique calculé conformément à l'article 13 de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours.

Si la séance dure plus de quatre heures, les jetons de présence mentionnés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, sont doublés.

Les montants mentionnés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, et à l'alinéa 2 sont liés aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation mentionné dans l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays. L'indice-pivot est 138,01. Le bureau établit les conditions et les modalités de paiement de ces montants.

#### **Art. 5 Secrétaire permanent**

Pour le soutien administratif et organisationnel du conseil citoyen et de l'assemblée citoyenne, le greffier désigne comme secrétaire permanent un membre du personnel de l'administration du Parlement. Le profil requis et la procédure de désignation du secrétaire permanent sont fixés par le greffier et présentés au bureau pour information.

Le conseil citoyen supervise le travail du secrétaire permanent et est habilité à donner des ordres à ce dernier en ce qui concerne les missions qui lui sont assignées en vertu du présent décret.

#### **Art. 6 Parlement et organes parlementaires**

Le Parlement et ses organes définissent les conditions-cadres pour l'organisation du dialogue citoyen. Cela garantit notamment le suivi des recommandations formulées par les assemblées citoyennes conformément au chapitre 3.

### CHAPITRE 3. — DÉROULEMENT DU DIALOGUE CITOYEN

#### **Art. 7 Sélections des thèmes**

§ 1<sup>er</sup> - À l'issue du débat parlementaire sur la déclaration gouvernementale se tenant au début de chaque session du Parlement, le conseil citoyen se réunit pour déterminer les thèmes qui, au cours des douze prochains mois, seront discutés dans le cadre d'assemblées citoyennes.

Les thèmes doivent porter sur les compétences de la Communauté germanophone. Avec l'accord du bureau, le conseil citoyen peut aussi, dans des cas particulièrement motivés, choisir des sujets qui ne sont pas ou seulement indirectement en relation avec les compétences de la Communauté germanophone.

Il est interdit de proposer des thèmes en contradiction avec les droits de l'homme et les libertés fondamentales qui figurent au titre 2 de la Constitution ainsi que dans les traités internationaux ratifiés par la Belgique.

§ 2 - Lorsqu'il choisit les thèmes, le conseil citoyen peut recourir à des propositions qui lui sont présentées soit par au moins deux de ses membres, par un groupe parlementaire, par le Gouvernement, ou par au moins cent citoyens remplissant les conditions mentionnées à l'article 3, § 4, 1°.

Le nombre de propositions qui peuvent être soumises par le même groupe et par le Gouvernement est limité à trois par année civile. Les propositions présentées par les citoyens doivent indiquer les nom, prénoms, adresse et signature de tous les citoyens soutenant cette initiative.

Toutes les propositions mentionnées au premier alinéa doivent être accompagnées d'une explication du thème ainsi que de la justification qu'elles se prêtent comme thème pour une assemblée citoyenne.

Le conseil citoyen détermine les autres modalités relatives au dépôt des propositions.

§ 3 - À l'issue de la discussion sur le choix des thèmes, le conseil citoyen formule précisément la question qui devra être soumise à la consultation dans le cadre d'une assemblée citoyenne. Par dérogation à l'article 4, § 3, au moins 2/3 des membres du conseil citoyen doivent être présents pour que cette décision puisse être prise.

#### **Art. 8 Organisation et tenue des assemblées citoyennes**

Le conseil citoyen prend toutes les décisions en ce qui concerne l'organisation et la tenue des assemblées citoyennes. Cela concerne notamment :

1° la détermination du nombre d'assemblées citoyennes, en tenant compte du prescrit de l'article 3, § 1<sup>er</sup>;

2° la détermination du nombre de citoyens et leur sélection par tirage au sort, en tenant compte du prescrit de l'article 3, §§ 2 à 4;

3° la fixation de la date, de la durée, du lieu, du programme et du budget de chacune des assemblées citoyennes;

4° la désignation des animateurs des assemblées citoyennes;

5° la création d'un groupe consultatif en ce qui concerne la collecte des informations et de la documentation qui seront mises à la disposition des membres des assemblées citoyennes;

6° la sélection des experts et représentants d'intérêts qui seront entendus ou priés de donner leur avis dans le cadre des assemblées citoyennes;

7° l'évaluation des assemblées citoyennes tenues.

Le secrétaire permanent prépare les décisions mentionnées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, élabore des propositions à leur sujet et met en œuvre les décisions prises par le conseil citoyen. Il règle en outre tous les aspects administratifs et logistiques allant de pair avec la tenue d'assemblées citoyennes.

#### **Art. 9 Recommandations de l'assemblée citoyenne et leur prise en compte par le Parlement**

§ 1<sup>er</sup> - À l'issue des délibérations, l'assemblée citoyenne formule une ou plusieurs recommandations qui seront transmises au bureau du Parlement.

§ 2 - Le bureau adresse les recommandations à une commission parlementaire qui organise une séance publique au cours de laquelle les recommandations seront présentées par une délégation de l'assemblée citoyenne et débattues ensuite avec les membres de la commission et les ministres compétents. À cet effet, tous les membres de l'assemblée citoyenne sont invités.

Ensuite, la commission établit un avis sur les différentes recommandations, et ce, en collaboration avec les ministres compétents. Cet avis indique si et comment les recommandations devront être mises en œuvre. Le fait que la mise en œuvre d'une recommandation ait été rejetée est motivé séparément.

§ 3 - Ensuite se tient une nouvelle séance publique de la commission parlementaire au cours de laquelle l'avis est présenté et débattu avec les membres de l'assemblée citoyenne.

#### **Art. 10 Suivi des recommandations**

Le conseil citoyen assure le suivi des recommandations qui, conformément à l'avis de la commission, devront être mises en œuvre. À cet effet, le secrétaire permanent soumet à intervalles réguliers des rapports sur l'avancement de la mise en œuvre des recommandations. S'il le juge nécessaire, le conseil citoyen en informe les membres de l'assemblée citoyenne concernée.

Dans un délai d'un an suivant la séance mentionnée à l'article 9, § 3, aura lieu une nouvelle séance publique de la commission parlementaire compétente; l'état d'avancement de la mise en œuvre y sera présenté et discuté. À cet effet, tous les membres de l'assemblée citoyenne concernée sont invités. Si nécessaire, d'autres séances peuvent être convenues en vue de continuer le suivi de la mise en œuvre des recommandations.

### CHAPITRE 4. — GESTION ET FINANCEMENT

#### **Art. 11 Gestion**

La gestion courante relative au dialogue citoyen appartient au secrétaire permanent, notamment la préparation et l'exécution des décisions prises par le conseil citoyen. Il est le premier interlocuteur pour toutes les questions ayant trait au dialogue citoyen. S'il échet, le greffier délègue au secrétaire permanent les pouvoirs décisionnels nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

#### **Art. 12 Financement**

Chaque année, le secrétaire permanent élabore une proposition de budget sur laquelle statue le conseil citoyen. Ensuite, la proposition de budget adoptée par le conseil citoyen est soumise au bureau pour approbation. Si le bureau approuve le budget, les crédits y relatifs sont prévus dans le budget du Parlement.

Le secrétaire permanent gère les crédits disponibles sous la supervision du conseil citoyen, et ce, en tenant compte de l'enveloppe financière fixée par le bureau.

Avant le 31 août de l'année suivante, le secrétaire permanent soumet au conseil citoyen la reddition des comptes de l'exercice clôturé. Le conseil citoyen soumet ces comptes au bureau.

#### **Art. 13 Soutien par l'administration du Parlement**

Pour l'exercice des missions énumérées aux articles 11 et 12 et moyennant l'approbation du greffier, le secrétaire permanent peut recourir à d'autres services de l'administration du Parlement.

### CHAPITRE 5. — DISPOSITIONS FINALES

#### **Art. 14 Premier conseil citoyen**

Le premier conseil citoyen est composé de vingt-quatre membres qui, par dérogation à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, sont désignés comme suit :

1° un membre est désigné par chacun des groupes représentés au Parlement, étant entendu que les citoyens proposés doivent satisfaire aux conditions mentionnées à l'article 3, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>;

2° six membres sont tirés au sort parmi les citoyens du dialogue citoyen tenu les 16 et 30 septembre 2017 à propos de l'accueil des enfants;

3° les autres membres sont tirés au sort conformément à l'article 3, § 2 à 4, les compétences confiées au conseil citoyen étant assurées par le secrétaire permanent.

Le premier conseil citoyen sera installé le 16 septembre 2019.

Après la tenue de la première assemblée citoyenne, huit membres sont remplacés; les membres mentionnés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, se retirent en premier lieu et ensuite une partie des membres mentionnés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°. Après la tenue de la deuxième assemblée citoyenne, huit autres membres du premier conseil citoyen sont remplacés; les membres mentionnés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, restants se retirent en premier lieu et ensuite une partie des membres mentionnés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°. Après la tenue de la troisième assemblée citoyenne sont remplacés les membres du premier conseil citoyen, restant parmi ceux mentionnés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°. Chaque changement s'effectue conformément à la procédure décrite à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>.

#### **Art. 15 Entrée en vigueur**

Le présent décret entre en vigueur le jour de son adoption.

Promulguons le présent décret et ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Eupen, le 25 février 2019.

O. PAASCH,

Le Ministre-Président

I. WEYKMANS,

La Vice-Ministre-Présidente, Ministre de la Culture, de l'Emploi et du Tourisme

A. ANTONIADIS,

Le Ministre de la Famille, de la Santé et des Affaires sociales

H. MOLLERS,

Le Ministre de l'Éducation et de la Recherche scientifique

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

[2019/201683]

**25 FEBRUARI 2019. — Decreet tot invoering van een permanente burgerdialoog in de Duitstalige Gemeenschap**

Het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Hoofdstuk 1. — *Algemene bepalingen***Artikel 1 Definities**

In de zin van dit decreet wordt verstaan onder:

1° bureau: het parlamentsorgaan beschreven in artikel 22 van het huishoudelijk reglement van het Parlement;

2° griffier: de ambtenaar van het Parlement beschreven in artikel 58 van het huishoudelijk reglement van het Parlement;

3° ombudsman: de functionaris beschreven in het decreet van 26 mei 2009 tot instelling van het ambt van ombudsman voor de Duitstalige Gemeenschap;

4° burgerpanel: de assemblee beschreven in artikel 3;

5° burgerraad: de raad beschreven in artikel 4;

6° vast secretaris: de functionaris beschreven in artikel 5.

**Art. 2 Hoedanigheden**

De hoedanigheden in dit decreet gelden voor alle geslachten.

Hoofdstuk 2. — *Actoren van de burgerdialoog***Art. 3 Burgerpanel**

§ 1 - Er worden gericht burgerpanels bijeengeroepen om aanbevelingen omtrent een bepaald onderwerp uit te werken. Per kalenderjaar worden tussen één en drie burgerpanels bijeengeroepen. In de zes maanden die voorafgaan aan de verkiezingen van het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap mogen geen burgerpanels bijeengeroepen worden.

§ 2 - De burgerpanels zijn samengesteld uit 25 tot 50 burgers die via loting worden uitgekozen met inachtneming van de voorwaarden vermeld in de §§ 3 en 4. Op de voordracht van de vast secretaris legt de burgerraad de nadere regels vast voor de manier waarop burgers worden uitgeloot om aan een burgerpanel deel te nemen. De burgerraad houdt daarbij rekening met een evenwichtige vertegenwoordiging op basis van geslacht, leeftijdsgroep, geografische herkomst en sociaal-economische diversiteit. Op basis van de specificiteit van het onderwerp kan hij bijkomende criteria bepalen om een zo representatief mogelijk staal van de betrokken bevolking te bereiken.

Voor het vervullen van de taken die verband houden met de selectie van de burgers is de vast secretaris gemachtigd bij de gemeenten van het Duitse taalgebied een lijst op te vragen van de personen die in het bevolkingsregister ingeschreven zijn. Die lijst bevat de informatie vermeld in artikel 1, eerste lid, 1° tot 8°, 12° en 14°, van het koninklijk besluit van 16 juli 1992 tot vaststelling van de informatie die opgenomen wordt in de bevolkingsregisters en in het vreemdelingenregister.

De gegevens vermeld in het tweede lid mogen alleen voor intern beheer gebruikt worden en mogen niet aan derden worden doorgegeven. Bij de verwerking houdt de vast secretaris rekening met de voorschriften van de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens.

§ 3 - De deelneming aan een burgerpanel is vrijwillig. Als een burger vóór het begin van de eerste bijeenkomst van het burgerpanel afziet van deelneming of als hij een van de mandaten, ambten of functies vermeld in § 4, 4°, opneemt, wordt hij vervangen door een burger die eveneens door loting wordt uitgekozen. Daartoe kunnen ook vooraf verscheidene plaatsvervangende leden door loting worden uitgekozen. In alle andere gevallen worden aftredende of afwezige burgers niet vervangen.

§ 4 - Aan een burgerpanel mogen alleen burgers deelnemen die:

1° ingeschreven zijn in de bevolkingsregisters of in het vreemdelingenregister van een gemeente van het Duitse taalgebied;

2° de volle leeftijd van zestien jaar bereikt hebben;

3° niet het voorwerp zijn van een veroordeling of beslissing die, voor de kiezers van het Parlement, leidt tot uitsluiting of schorsing van het kiesrecht;

4° geen van de volgende mandaten, ambten of functies bekleden:

a. lid van het Parlement, de Kamer van Volksvertegenwoordigers, de Senaat, het Waals Parlement en het Europees Parlement;

b. lid van de federale regering, een gemeenschapsregering of een gewestregering;

c. provinciegouverneur, vicegouverneur, adjunct van de gouverneur of provinciegriffier;

d. lid van de provincieraad van Luik;

e. arrondissementscommissaris;

f. houder van een gerechtelijk ambt;

g. staatsraad, assessor van de afdeling Wetgeving of lid van het auditoraat, van het coördinatiebureau of van de griffie van de Raad van State;

h. rechter, referendaris of griffier bij het Grondwettelijk Hof;

i. lid van het Rekenhof;

j. elk mandaat in een openbare of private instelling dat wordt uitgeoefend als vertegenwoordiger van de Staat, van een gemeenschap, een gewest, een provincie of een gemeente, voor zover aan dat mandaat meer bevoegdheden verbonden zijn dan het louter lid zijn van de algemene vergadering of de raad van bestuur van die instelling;

k. burgemeester, schepen, OCMW-voorzitter, gemeenteraadslid of OCMW-raadslid;

l. ambt of functie onder rechtstreeks toezicht van het Parlement of van de Regering, met uitzondering van de personeelsleden van het gemeenschapsonderwijs;



m. leidinggevende functie in een instelling van openbaar nut van de Duitstalige Gemeenschap.

Bovendien kan de burgerraad om deontologische redenen, bijvoorbeeld in geval van een buitengewoon groot persoonlijk belang, gelote personen uitsluiten van deelneming aan een burgerpanel. Die beslissing moet uitdrukkelijk gemotiveerd worden en aan de betrokken persoon meegedeeld worden. Tegen die beslissing kan de betrokken burger beroep instellen bij het bureau; het bureau neemt de definitieve beslissing omtrent de uitsluiting.

§ 5 - De beslissingen van het burgerpanel worden in de regel bij consensus genomen. Indien na herhaalde bemiddelingspogingen geen overeenstemming wordt bereikt, kan een beslissing genomen worden met een 4/5-meerderheid, waarbij minstens 4/5 van de aan het burgerpanel deelnemende burgers aanwezig moet zijn. De burgers die tegen de beslissing gestemd hebben, kunnen hun afwijkende mening motiveren in een advies dat bij de beslissing wordt gevoegd.

§ 6 - De leden van het burgerpanel krijgen voor hun deelneming:

1° 37,50 euro presentiegeld;

2° een reiskostenvergoeding die ofwel overeenstemt met de werkelijke kosten voor de rit met het openbaar vervoer, ofwel overeenstemt met de kosten voor de rit met de eigen wagen, waarbij de in aanmerking komende kilometervergoeding berekend wordt overeenkomstig artikel 13 van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten.

Als de bijeenkomst meer dan vier uur duurt, wordt het presentiegeld vermeld in het eerste lid, 1°, verdubbeld.

De bedragen vermeld in het eerste lid, 1°, en in het tweede lid zijn gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer bedoeld in het koninklijk besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen. De spilindex bedraagt 138,01. Het bureau bepaalt de voorwaarden en de nadere regels voor de uitbetaling van die bedragen.

#### **Art. 4 Burgerraad**

§ 1 - Voor de voorbereiding, de uitvoering en de follow-up van de burgerpanels wordt een vaste burgerraad geïnstalleerd. De burgerraad is samengesteld uit 24 burgers die door loting worden uitgekozen uit de burgers die tevoren aan een burgerpanel hebben deelgenomen. Na het verstrijken van de duur van het mandaat, die 18 maanden bedraagt, worden de fungerende mandatarissen vervangen door nieuwe vertegenwoordigers uit de vorige burgerpanels. Die mandaatswissel geschiedt om de zes maanden voor één derde van het totaal van 24 mandaten.

Het deel uitmaken van de burgerraad is vrijwillig. Als een burger voortijdig ontslag neemt uit de burgerraad, wordt het mandaat voltooid door een burger uit de vorige burgerpanels die eveneens door loting wordt uitgekozen. Daartoe kunnen ook vooraf verscheidene plaatsvervangende leden door loting worden uitgekozen.

§ 2 - De burgerraad kiest uit zijn midden een voorzitter; de voorzitter leidt de vergaderingen. Het mandaat van voorzitter duurt hoogstens zes maanden. Er wordt afwisselend een vrouw en een man tot voorzitter gekozen.

De vast secretaris woont de burgerraad met raadgevende stem bij. De burgerraad kan de griffier en de ombudsman bij de zijn beraadslagingen betrekken.

Met inachtneming van de voorschriften van dit decreet legt de burgerraad alle andere aspecten van zijn werkwijze vast.

§ 3 - Onder voorbehoud van artikel 7, § 3, beraadslaagt de burgerraad slechts geldig indien de meerderheid van de leden aanwezig is. Alle beslissingen van de burgerraad worden in de regel bij consensus genomen. Indien na herhaalde bemiddelingspogingen geen overeenstemming wordt bereikt, kan een beslissing genomen worden met een 2/3-meerderheid. Als vastgesteld wordt dat de meerderheid van de leden niet aanwezig is, wordt de beslissing uitgesteld tot de volgende vergadering.

§ 4 - De leden van de burgerraad ontvangen voor hun deelneming:

1° 37,50 euro presentiegeld;

2° een reiskostenvergoeding die ofwel overeenstemt met de werkelijke kosten voor de rit met het openbaar vervoer, ofwel overeenstemt met de kosten voor de rit met de eigen wagen, waarbij de in aanmerking komende kilometervergoeding berekend wordt overeenkomstig artikel 13 van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten.

Als de bijeenkomst meer dan vier uur duurt, wordt het presentiegeld vermeld in het eerste lid, 1°, verdubbeld.

De bedragen vermeld in het eerste lid, 1°, en in het tweede lid zijn gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer bedoeld in het koninklijk besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen. De spilindex bedraagt 138,01. Het bureau bepaalt de voorwaarden en de nadere regels voor de uitbetaling van die bedragen.

#### **Art. 5 Vast secretaris**

Voor de administratieve en organisatorische ondersteuning van de burgerraad en het burgerpanel wijst de griffier een administratief personeelslid van het parlement aan als vast secretaris. Het profiel en de procedure voor de aanwijzing van de vast secretaris worden bepaald door de griffier en worden ter informatie voorgelegd aan het bureau.

De burgerraad houdt toezicht op het werk van de vast secretaris en heeft beslissingsbevoegdheid ten aanzien van hem voor de taken die hem op grond van dit decreet worden opgedragen.

#### **Art. 6 Parlement en parlementaire organen**

Het Parlement en de parlementaire organen bepalen de raamvoorwaarden voor de organisatie van de burgerdialoog. Het Parlement zorgt in het bijzonder voor de follow-up van de aanbevelingen van de burgerpanels overeenkomstig hoofdstuk 3.

### Hoofdstuk 3. — *Verloop van de burgerdialoog*

#### **Art. 7 Keuze van de onderwerpen**

§ 1 - Na sluiting van de parlementaire debatten over de regeringsverklaring bij het begin van elke zittingsperiode van het Parlement komt de burgerraad bijeen om te bepalen welke onderwerpen in de loop van de volgende twaalf maanden in het kader van burgerpanels dienen te worden besproken.

Die onderwerpen moeten betrekking hebben op de bevoegdheden van de Duitstalige Gemeenschap. Met toestemming van het bureau kan de burgerraad, in met bijzondere redenen omklede gevallen, echter ook onderwerpen kiezen die geen verband of slechts indirect verband houden met de bevoegdheden van de Duitstalige Gemeenschap.

Het is verboden onderwerpen voor te stellen die indruisen tegen de mensenrechten en de fundamentele vrijheden vermeld in titel 2 van de Grondwet of vermeld in de internationale verdragen die door België geratificeerd zijn.

§ 2 - Bij het kiezen van de onderwerpen kan de burgerraad teruggrijpen op voorstellen die - ofwel door minstens twee van zijn leden, door een parlamentsfractie, door de Regering, ofwel door minstens 100 burgers die voldoen aan de voorwaarde vermeld in artikel 3, § 4, 1° - aan de burgerraad worden voorgelegd.

Het aantal voorstellen dat door dezelfde fractie en door de Regering kan worden voorgelegd, is beperkt tot drie per kalenderjaar. De voorstellen die worden ingediend door burgers moeten de naam, de voornaam, het adres en de handtekening bevatten van alle burgers die dat initiatief steunen.

Alle voorstellen vermeld in het eerste lid moeten uitleg over het onderwerp bevatten, alsook een motivering waarom het onderwerp geschikt is voor een burgerpanel.

De burgerraad bepaalt de overige nadere regels voor het indienen van de voorstellen.

§ 3 - Na de beraadslagingen over de keuze van de onderwerpen formuleert de burgerraad nauwkeurig welke vraag dient te worden voorgelegd aan een burgerpanel. In afwijking van artikel 4, § 3, moet minstens 2/3 van de leden van de burgerraad aanwezig zijn, opdat deze beslissing kan worden genomen.

#### **Art. 8 Organisatie en uitvoering van de burgerpanels**

De burgerraad neemt alle beslissingen omtrent de organisatie en de uitvoering van de burgerpanels. Daartoe behoort in het bijzonder:

- 1° het bepalen van het aantal burgerpanels, met inachtneming van de voorschriften vermeld in artikel 3, § 1;
- 2° het bepalen van het aantal burgers en hun selectie door loting, met inachtneming van de voorschriften vermeld in artikel 3, §§ 2 tot 4;
- 3° het bepalen van het tijdstip, de duur, de plaats, het programma en het budget van elk burgerpanel;
- 4° het aanwijzen van moderatoren die de burgerpanels in goede banen leiden;
- 5° het installeren van een adviesgroep met het oog op de samenstelling van de informatie en de documentatie die ter beschikking gesteld worden van de leden van de burgerpanels;
- 6° het selecteren van deskundigen en belangenvertegenwoordigers die door de burgerpanels gehoord of om een standpunt gevraagd worden;
- 7° het evalueren van de uitgevoerde burgerpanels.

De vast secretaris bereidt de beslissingen vermeld in het eerste lid voor, werkt daartoe passende voorstellen uit en voert de beslissingen van de burgerraad uit. Hij regelt bovendien alle administratieve en logistieke aspecten die gepaard gaan met de uitvoering van burgerpanels.

#### **Art. 9 Aanbevelingen van het burgerpanel en inachtneming ervan door het Parlement**

§ 1 - Na afloop van de beraadslagingen formuleert het burgerpanel één of meer aanbevelingen die overgezonden worden aan het bureau van het Parlement.

§ 2 - Het bureau geeft de aanbevelingen door aan een parlementaire commissie die een openbare zitting houdt waarin de aanbevelingen voorgesteld worden door een delegatie van het burgerpanel en waarin de aanbevelingen, in aansluiting daarop, besproken worden met de commissieleden en met de bevoegde ministers. Daartoe worden alle leden van het burgerpanel uitgenodigd.

In aansluiting daarop werkt de commissie, met medewerking van de bevoegde ministers, een standpunt omtrent de verschillende aanbevelingen uit. Daarin wordt uiteengezet of en hoe de aanbevelingen dienen te worden uitgevoerd. Als de uitvoering van een aanbeveling afgewezen wordt, wordt dit afzonderlijk gemotiveerd.

§ 3 - Vervolgens vindt nog een openbare zitting van de parlementaire commissie plaats, waarin het standpunt voorgesteld wordt en met de leden van het burgerpanel besproken wordt.

#### **Art. 10 Follow-up van de aanbevelingen**

De burgerraad zorgt voor de follow-up van de aanbevelingen die op basis van het standpunt van de commissie dienen te worden uitgevoerd. Daartoe brengt de vast secretaris op geregelde tijdstippen verslag uit over de stand van de uitvoering van de aanbevelingen. Als de burgerraad dit noodzakelijk acht, informeert hij de leden van het burgerpanel in kwestie over die stand van zaken.

Binnen een jaar na de zitting vermeld in artikel 9, § 3, vindt nog een openbare zitting van de bevoegde parlementaire commissie plaats, waarop de stand van de uitvoering voorgesteld en besproken wordt. Daartoe worden alle leden van het burgerpanel in kwestie uitgenodigd. Zo nodig kunnen nog meer zittingen belegd worden om de verdere uitvoering van de aanbevelingen op te volgen.

### Hoofdstuk 4. — *Beheer en financiering*

#### **Art. 11 Beheer**

Het dagelijks beheer van de burgerdialoog is in handen van de vast secretaris die, in het bijzonder, de beslissingen van de burgerraad voorbereidt en uitvoert. Hij is de eerste aanspreekpartner voor alle vragen omtrent de burgerdialoog. De beslissingsbevoegdheden die de vast secretaris nodig heeft om zijn opdracht te vervullen, draagt de griffier zo nodig over aan de vast secretaris.

#### **Art. 12 Financiering**

De vast secretaris werkt jaarlijks een begrotingsvoorstel uit; de burgerraad spreekt zich over dat voorstel uit. Het door de burgerraad aangenomen begrotingsvoorstel wordt vervolgens ter goedkeuring voorgelegd aan het bureau. Als het bureau de begroting goedkeurt, worden de daartoe nodige middelen op de begroting van het Parlement ingeschreven.

De vast secretaris beheert de ter beschikking gestelde middelen onder toezicht van de burgerraad en binnen het financiële kader dat het bureau heeft vastgelegd.

Vóór 31 augustus van het daaropvolgende jaar legt de vast secretaris de rekeningaflegging voor het afgesloten begrotingsjaar voor aan de burgerraad. De burgerraad legt de rekeningaflegging voor aan het bureau.

#### **Art. 13 Ondersteuning door de administratie van het Parlement**

Voor de uitvoering van de opdrachten vermeld in de artikelen 11 en 12 en met goedkeuring van de griffier kan de vast secretaris een beroep doen op andere diensten van de administratie van het Parlement.

### Hoofdstuk 5. — *Slotbepalingen*

#### **Art. 14 De eerste burgerraad**

De eerste burgerraad is samengesteld uit 24 leden die, in afwijking van artikel 4, § 1, aangewezen worden als volgt:

- 1° elke fractie die in het Parlement vertegenwoordigd is, wijst één lid aan, waarbij de voorgedragen burgers moeten voldoen aan de voorwaarden vermeld in artikel 3, § 4, eerste lid;

2° zes leden worden door loting uitgekozen uit de burgers van de burgerdialoog over kinderopvang van 16 en 30 september 2017;

3° de overige leden worden uitgekozen door loting overeenkomstig artikel 3, §§ 2 tot 4; de bevoegdheden die daarbij aan de burgerraad worden overgedragen, worden uitgeoefend door de vast secretaris.

De eerste burgerraad wordt geïnstalleerd op 16 september 2019.

Na de uitvoering van het eerste burgerpanel worden acht leden vervangen: eerst treden de leden vermeld in het eerste lid, 1°, af en daarna een deel van de leden vermeld in het eerste lid, 2°. Na de uitvoering van het tweede burgerpanel worden acht andere leden van de eerste burgerraad vervangen: eerst treden de resterende leden vermeld in het eerste lid, 2°, af en daarna een deel van de leden vermeld in het eerste lid, 3°. Na de uitvoering van het derde burgerpanel worden de resterende in het eerste lid, 3°, vermelde leden van de eerste burgerraad vervangen. Elke wissel geschiedt overeenkomstig de procedure beschreven in artikel 4, § 1, eerste lid.

#### **Art. 15 Inwerkingtreding**

Dit decreet treedt in werking op de dag waarop het wordt aangenomen.

Wij kondigen dit decreet af en bevelen dat het door het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Eupen, 25 februari 2019.

O. PAASCH,

De Minister-President

I. WEYKMANS,

De Viceminister-President, Minister van Cultuur, Werkgelegenheid en Toerisme

A. ANTONIADIS,

De Minister van Gezin, Gezondheid en Sociale Aangelegenheden

H. MOLLERS,

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek

Zitting 2018-2019

Parlementair stuk: 284 (2018-2019) Nr. 1 Voorstel van decreet + Erratum

Integraal verslag: 25 februari 2019 - Nr. 62 Bespreking en aanneming

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2019/11634]

**11 MARS 2019. — Arrêté ministériel établissant le formulaire de demande d'agrément de personne effectuant un forage ou un équipement de puits destiné à une future prise d'eau souterraine, à l'installation de sondes géothermiques, à la reconnaissance géologique, à la prospection, à l'implantation de piézomètres, ainsi que le formulaire annonçant la date de début des travaux**

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique et de l'Aménagement du Territoire,

Vu la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'eau, les articles R.187ter-4, 3°, R.187 ter-5 et R.187ter-17,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** La demande d'agrément visée à l'article R.187ter-5 est introduite selon le modèle fixé en annexe I du présent arrêté.

**Art. 2.** Le titulaire de l'agrément envoie à l'Administration, au minimum deux jours ouvrables avant tout démarrage de chantier de forage, la date de début des travaux, au moyen du formulaire visé en annexe II du présent arrêté.

**Art. 3.** La demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément peut être envoyée de manière électronique à l'adresse suivante : [agrement-foreur.deso.dgo3@spw.wallonie.be](mailto:agrement-foreur.deso.dgo3@spw.wallonie.be).

Le formulaire annonçant le démarrage d'un chantier de forage peut être envoyé de manière électronique à l'adresse suivante : [declaration-forage.deso.dgo3@spw.wallonie.be](mailto:declaration-forage.deso.dgo3@spw.wallonie.be).

Les modalités relatives aux communications électroniques sont celles fixées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juin 2014 portant exécution du décret du 27 mars 2014 relatif aux communications par voie électronique entre les usagers et les autorités publiques wallonnes.

Un accusé d'enregistrement est communiqué à l'expéditeur du message électronique.

**Art. 4.** Les procédés donnant date certaine à l'envoi et ou à la réception d'un acte sont :

1° pour l'envoi, un récépissé daté du courrier fourni par le service de distribution;

2° pour la réception, un accusé de réception ou récépissé daté et signé par le destinataire du courrier;

3° pour la réception, une attestation de la date de réception du courrier par son destinataire fournie par le service de distribution.

Namur, le 11 mars 2019.

C. DI ANTONIO